Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 95

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Martedì, 26 aprile 1955 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni — via XX Settembre — Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 — Firenze, via Cavour n. 46 r — Napoli, via Chiaia n. 5 — Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1954

1955

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 novembre 1954, n. 1522.

Esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Francia relativo alla modalità di applicazione dell'art. 12 dell'Accordo di immigrazione del 21 marzo 1951, per il pagamento in Italia delle indennità spettanti ai lavoratori italiani in Francia per carichi di famiglia, concluso a Parigi il 30 dicembre 1953.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per il lavoro e la previdenza sociale e per il commercio con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra l'Italia e la Francia, concluso a Parigi il 30 dicembre 1953 — in merito alle modalità di applicazione dell'art. 12 dell'Accordo di immigrazione, firmato a Roma il 21 marzo 1951 — per il pagamento in Italia delle indennità spettanti ai lavoratori italiani in Francia per carichi di famiglia.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed ha effetto dal 1° gennaio 1954, conformemente a quanto è stabilito dall'art. 13 dell'Accordo di cui all'art. 1.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 novembre 1954

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — GAVA — VIGORELLI — MARTINELLI

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1955
Atti del Governo, registro n. 89, foglio n. 167. — CARLOMAGNO

Arrangement relatif au paiement en Italie d'indemnités pour charges de famille

En application des dispositions de l'article 12 de l'accord d'immigration du 21 mars 1951, le Gouvernement Italien et le Gouvernement Français, désireux de favoriser la venue en France des familles des travailleurs italiens, sont convenus des dispositions suivantes concernant le régime de paiement des indemnités pour charges de famille aux familles demeurées en Italie des travailleurs italiens permanents résidant en France.

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Les travailleurs italiens entrés en France entre le 1er mars 1946 et le 1er janvier 1951 bénéficient, dans les conditions et limites fixées par l'article 7 du présent arrangement, du paiement en Italie d'indemnités pour charges de famille jusqu'au 30 juin 1954.

Article 2

Les travailleurs italiens entrés en France entre le 1er janvier 1951 et le 1er juillet 1953 bénéficient, dans les conditions et limites fixées par l'article 7 du présent arrangement, du paiement en Italie d'indemnités pour charges de famille jusqu'au 31 décembre 1954.

Article 3

Les travailleurs italiens entrés en France entre le 1er juillet 1953 et le 1er janvier 1955 bénéficient, dans les conditions et limites fixées par l'article 7 du présent arrangement, du paiement en Italie d'indemnités pour charges de famille pendant un délai de 18 mois à compter de la date de leur entrée en France.

Article 4

Si, dans l'année qui suit l'expiration des délais visés aux articles 1, 2 et 3, les travailleurs désignés ci-dessus sont rejoints en France par leur famille, dans les conditions fixées par la procédure de regroupement familial établie par le Ministère de la Santé Publique et de la Population, ils reçoivent à titre de pécule d'installation les mensualités d'indemnités pour charges de famille échues entre la date de cessation de transfert et la date d'entrée en France de leur famille, ce montant ne pouvant excéder six mensualités.

Article 5

Les travailleurs italiens peuvent prétendre au pécule d'installation à condition que la demande d'entrée en France de leur famille soit déposée auprès du service compétent dans le délai prévu à l'article 4, et soit, dans la suite, agréée.

Le versement du pécule ne peut être effectué que sur justification de l'installation effective en France de la famille.

Article 6

Le versement en Italie des indemnités pour charges de famille cesse avant l'expiration des délais visés aux articles 1, 2 et 3 dans le cas où le travailleur italien à qui un logement satisfaisant est proposé, ne fait pas venir sa famille en France dans les quatre mois suivant la notification à lui faite par les services compétents français, à moins qu'il ait fourni une justification reconnue valable.

Article 7

Les indemnités pour charges de famille auxquelles peuvent prétendre les travailleurs italiens en France, sont attribuées à partir du deuxième enfant à charge et leur montant mensuel est fixé comme suit:

pour deux enfants: trois mille francs;

pour chaque enfant à charge à partir du 3ème enfant: quatre mille francs.

Toutefois, pour les travailleurs italiens entrés en France avant le 1er janvier 1954 et pour lesquels le délai de 18 mois ne sera pas expiré à cette date, les indemnités pour charges de famille seront calculées et attribuées jusqu'à l'expiration de ce délai suivant les règles et modalités des articles 9 et 11 (allocations familiales proprement dites) de la loi n. 46-1835 du 22 août 1946.

Article 8

Enfants bénéficiaires

a) Enfants à charge: seuls les enfants à la charge effective du travailleur italien en France peuvent bénéficier des indemnités pour charges de famille.

b) Limite d'âge: les indemnités pour charges de famille sont dues jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 15 ans révolus, sans qu'il soit tenu compte du montant du salaire dont il peut éventuellement bénéficier.

Article 9

Familles attributaires

Les indemnités pour charges de famille sont versées à la mère ou, subsidiairement, aux ascendants, frères, oncles, tantes, ou après enquête des services relevant de l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale, à toute autre personne physique ou morale, vivant avec les enfants dont elle assure la garde.

Article 10

Organismes payeurs

Les indemnités pour charges de famille sont prises en charge et payées par les organismes habilités pour le paiement des prestations familiales en France.

TITRE II

MODALITES TECHNIQUES D'APPLICATION

Article 11

Règle générale

Des relations sont établies entre l'organisme centralisateur italien, en l'occurrence l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale, et les organismes centralisateurs français:

Caisse Nationale de Sécurité Sociale,

Caisse Nationale de Sécurité Sociale dans les mines,

Caisse Centrale d'Allocations familiales mutuelles agricoles.

L'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale groupe et vérifie les pièces justificatives nécessaires à l'établissement du droit aux indemnités pour charges de famille et transmet lesdites pièces aux organismes centralisateurs français intéressés. Il effectue, sous sa responsabilité, le versement desdites indemnités aux familles attributaires et en contrôle l'utilisation.

Les difficultés qui se présenteraient seront réglées par l'intermédiaire des organismes centralisateurs sous le contrôle des autorités administratives intéressées.

Article 12

Règles administratives et comptables

Par. 1. - *Documents remis au travailleur en Italie.*

a) Le travailleur italien reçoit des autorités italiennes un état de famille. Les enfants qui sont à sa charge effective figurent, seuls, sur cet état.

b) Il se munit, eventuellement, de toutes pièces justifiant d'une situation particulière (enfant en traitement hors de la famille, interne dans un établissement d'enseignement, etc.). Ces pièces ne sont valables que si elles ont été délivrées dans les deux mois précédant l'entrée en France.

c) L'Office provincial du travail italien devra munir l'ouvrier au moment de son départ d'une fiche résumant, de manière nette et lisible, les renseignements suivants:

nom du travailleur,

prénom,

nom de la personne devant percevoir en Italie les indemnités pour charges de famille,

prénoms de cette personne (et, le cas échéant, nom de jeune fille);

adresse exacte de cette personne;

nom et prénoms des enfants à charge n'ayant pas 15 ans révolus;

dates et lieux de naissance (des enfants ou de toutes ces personnes).

Un exemplaire de cette fiche devra être joint à l'état de famille dont l'ouvrier a dû, en principe, se munir au préalable.

Un autre exemplaire sera adressé par l'Office provincial à l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale à Rome, qui sera en mesure de contrôler la situation des ouvriers pouvant prétendre aux prestations.

d) A l'arrivée de l'ouvrier au Centre de l'Office National d'Immigration à Milan, les services de l'Office rempliront, pour son compte, la formule (blanc, rouge ou bleu) de demande d'indemnités pour charges de famille en appelant son attention sur l'intérêt pour sa famille d'adresser ladite demande dès sa mise au travail en France à l'organisme payeur compétent.

Cette demande doit obligatoirement comporter, de façon apparente, l'indication qu'il s'agit d'un travail permanent.

La dénomination et l'adresse de cet organisme seront indiquées à l'ouvrier lui-même d'après la liste des organisme communiquée à l'office de Milan par les Ministéres intéressés.

La couleur des formules de demandes d'indemnités pour charges de famille varie selon les catégories professionnelles:

blanche pour le commerce et l'industrie;

rose pour l'agriculture;

bleue pour les mines.

Par. 2. - *Constitution du dossier pour l'organisme payeur français.*

Les indemnités pour charges de famille sont mises en paiement par les organismes compétents sur la production par les travailleurs italiens des documents qui leur ont été remis en Italie. Ces documents ne seront valables que s'ils ont été établis depuis moins de deux mois précédant l'entrée en France.

Lorsqu'un travailleur italien ne s'est pas muni avant son départ d'un état de famille, les déclarations portées sur sa demande d'indemnités pour charges de famille permettent la mise au paiement desdites indemnités, mais dans ce cas, l'I.N.P.S. avant d'en mandater le montant à la famille doit, au préalable, en contrôler l'exactitude.

Le paiement par les organismes français est suspendu aux termes d'un délai de trois mois si l'Istituto n'a pas fourni, à l'expiration de ce délai, un état de famille dûment visé par lui.

Toutes questions relatives à la constitution des dossiers sont traitées par l'intermédiaire des organismes centralisateurs français.

L'échange de documents, déclarations et états de famille se fait par l'intermédiaire des mêmes organismes.

Par. 3. - *Mise à jour des dossiers.*

La durée de validité des états de famille est fixée à un an.

Le renouvellement de l'état de famille doit être effectué dans le mois qui suit l'expiration de la première année de séjour en France du travailleur.

En aucun cas, il ne sera tenu compte des modifications intervenues dans la situation de la famille au cours de ladite année.

Les organismes français indiquent, sur leur bordereau de paiement mensuel, les travailleurs italiens chargés de famille pour lesquels l'état de famille doit être renouvelé.

Par. 4. - Paiement des indemnités pour charges de famille.

Les indemnités pour charges de famille sont payées mensuellement.

Les organismes payeurs remettent les sommes en francs à transférer en priant les services postaux de bien vouloir en assurer globalement le transfert en lires, au crédit de l'I.N.P.S.

L'Istituto ainsi credité en lires effectue ensuite le règlement des indemnités pour charges de famille au profit des familles bénéficiaires dont les noms sont communiqués par bordereau annexé à chaque demande de virement.

L'I.N.P.S. prend toutes mesures utiles pour assurer rapidement le versement desdites indemnités.

Par. 5. - Participation aux frais.

Les organismes payeurs français prennent en charge les frais de transfert des indemnités pour charges de famille de France en Italie.

L'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale supporte les frais occasionnés par le paiement en Italie des indemnités pour charges de famille aux familles bénéficiaires des transferts, celles-ci conservant toutefois à leur charge les frais de mandats.

Par. 6. - Contrôle de l'utilisation des indemnités pour charges de famille.

L'I.N.P.S. s'engage, selon ses moyens habituels, à effectuer le contrôle de l'utilisation dans l'intérêt des enfants des indemnités pour charges de famille.

Par. 7. - Apurement semestriel des comptes.

L'I.N.P.S. ouvre et tient un compte au nom de chaque organisme payeur français. Il arrête les comptes à la fin de chaque semestre civil et en communique sans retard les résultats aux organismes centralisateurs français à charge pour ceux-ci de les transmettre aux organismes payeurs.

A cet-effet, à l'expiration de chaque semestre civil, l'I.N.P.S. transmet aux organismes centralisateurs le double du bordereau qui lui a été adressé mensuellement complété dans les colonnes qui lui sont réservées par l'indication du montant des indemnités créditées et effectivement payées en lires. Dans une colonne spéciale sont portées les différences des sommes payées en plus ou en moins après contrôle des situations de famille déclarées par les travailleurs intéressés.

Article 13

Le présent arrangement entre en vigueur le 1er janvier 1954. Il est conclu jusqu'au 31 décembre 1954.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 30 décembre 1953.

Pour le Gouvernement français
SERRES

Pour le Gouvernement italien
P. QUARONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 9 marzo 1955, n. 285.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo relativo alla costituzione di un Consiglio di rappresentanti di Stati europei per lo studio dei piani di un laboratorio internazionale e organizzazione di altre forme di cooperazione nella ricerca nucleare, firmato a Ginevra il 15 febbraio 1952 e Avenant che proroga di un anno l'Accordo stesso, firmato a Parigi il 30 giugno 1953.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo relativo alla costituzione di un Consiglio di rappresentanti di Stati europei per lo studio dei piani di un laboratorio internazionale e l'organizzazione di altre forme di cooperazione nella ricerca nucleare, firmato a Ginevra il 15 febbraio 1952 e l'*Avenant* che proroga di un anno l'Accordo stesso, firmato a Parigi il 30 giugno 1953.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo e all'*Avenant* suddetti, a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — GAVA
— ERMINI — VILLABRUNA

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Accord portant création d'un Conseil de Représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un Laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire.

Les Etats européens signataires, membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, ayant participé à la « Conférence régionale pour l'organisation des études concernant la constitution d'un Laboratoire européen de recherches nucléaires », convoquée en décembre 1951, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture,

Considérant que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture a, lors de sa cinquième session, décidé de faciliter et d'encourager la création et l'organisation de laboratoires et de centres régionaux de recherches, afin qu'une collaboration plus étroite et plus fructueuse s'établisse entre les hommes de science des différents pays qui s'efforcent d'accroître la somme des connaissances humaines dans des domaines où les efforts dé-

ployés isolément par l'un quelconque des Etats de la région intéressée ne sauraient permettre d'y parvenir;

Vu les études préliminaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture relativement à l'organisation de la recherche nucléaire sur une base régionale européenne;

Convaincus que l'avancement de ces recherches scientifiques nécessite l'établissement d'une coopération étroite sur le plan matériel et intellectuel;

Désireux de constituer à cet effet un Laboratoire international de recherches sur les phénomènes mettant en jeu des particules de très grande énergie en vue d'accroître la connaissance de ces phénomènes et, par là, de contribuer au progrès et à l'amélioration des conditions d'existence de l'homme;

Considérant que la constitution de ce Laboratoire exige des travaux théoriques et techniques ainsi que l'étude des questions financières, administratives et juridiques impliquées;

Désireux de procéder immédiatement à ces études, de même qu'à l'utilisation en commun, sur une base provisoire, des installations et facilités scientifiques dont l'usage a été offert par certains des Etats signataires;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Création d'un Conseil de Représentants

Il est institué un Conseil de Représentants d'Etats Européens, ci-après désigné sous le nom de « Conseil », pour l'étude des plans d'un Laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire. Son siège est établi à Genève.

Article II

Composition

1. Sont membres du Conseil, les Etats ayant participé à la « Conférence régionale pour l'organisation des études concernant la création d'un Laboratoire Européen de Recherches Nucléaires », qui acceptent d'apporter au Conseil une contribution en espèces ou en nature et deviennent parties au présent Accord.

Les Gouvernements des Etats ayant participé à la Conférence sus-mentionnée, qui se seront engagés à apporter au Conseil une contribution en espèces ou en nature et auront signé le présent Accord sous réserve de ratification, pourront, de plein droit, en attendant le dépôt de leur instrument de ratification, se faire représenter au Conseil et participer à tous ses travaux.

2. Tout Etat européen n'ayant pas participé à la Conférence sus-mentionnée qui s'engagera:

1) à coopérer aux travaux du Conseil sur la base de la liberté des échanges réciproques des personnes et des connaissances scientifiques et techniques de ses Membres dans le cadre du programme de ses travaux, et

2) à apporter au Conseil une contribution adéquate en espèces ou en nature;

pourra devenir membre du Conseil. La demande sera soumise à l'approbation du Conseil. Les Etats visés à la présente section devront, en outre, devenir parties au présent Accord.

3. Les engagements des Etats d'apporter au Conseil une contribution en espèces ou en nature sont consignés à l'Annexe au présent Accord.

4. Chaque Membre peut désigner deux représentants au plus au Conseil. Il y dispose d'une seule voix.

5. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, ou son représentant, participe aux réunions du Conseil et prend part, sans droit de vote, à ses délibérations.

Article III

Fonctions du Conseil

1. Le Conseil a pour fonction d'organiser la collaboration, sur une base régionale européenne, dans l'étude des phénomènes mettant en jeu des particules de très grande énergie et, par là, de contribuer au progrès des sciences fondamentales. En vue d'établir cette collaboration:

1) il prépare les plans d'un laboratoire international de recherches nucléaires et, à cette fin, il procède:

a) aux études techniques relatives à l'équipement expérimental qu'il conviendrait de lui donner;

b) à l'étude des problèmes organiques, financiers, juridiques et techniques que comporte l'établissement d'une pareille institution;

2) il prend toutes mesures en vue de l'utilisation des installations et facilités qui auraient été mises à sa disposition, et ce, dans les limites des accords prévoyant son droit de faire usage des installations et facilités sus-désignées, pourvu que les charges financières qui pourraient découler des accords en question ne portent pas préjudice à l'accomplissement des buts prévus au paragraphe 1) de la présente section;

3) il procède à des études théoriques, en relation avec les travaux mentionnés sous les paragraphes 1) et 2) de la présente section.

2. Le Conseil établit un rapport sur le résultat de ses travaux et études, qu'il soumet aux Gouvernements de ses Membres. Ce rapport contiendra un projet de convention pour l'établissement d'un laboratoire international et pour l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire.

3. Le Conseil recherchera la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, et entrera en négociations avec elle en vue de la conclusion d'un accord spécial précisant les modalités de cette collaboration.

Article IV

Fonctionnement

1. La première session du Conseil sera convoquée par le Président de la « Conférence pour l'organisation des Etudes concernant la constitution d'un Laboratoire Européen de Recherches Nucléaires ».

2. Le Conseil établit son Règlement intérieur, qui fixe notamment le mode de désignation de son Président, la fréquence de ses sessions ordinaires et le mode de convocation des sessions extraordinaires.

3. Le Conseil pourra désigner un Comité composé au plus de cinq personnalités choisies parmi les représentants des membres du Conseil. Ce Comité exerce, quand le Conseil n'est pas en session, tous pouvoirs qui lui sont spécifiquement délégués par le Conseil.

4. Le Conseil pourra décider d'admettre exceptionnellement à ses sessions, dans des conditions qu'il définira lui-même, des représentants d'organisations scientifiques qu'il désire voir participer à ses travaux.

Article V

Secrétaire et Groupes d'études

1. Le Conseil désigne un Secrétaire parmi les candidats présentés par les Membres du Conseil et lui confie l'exécution de ses décisions, sous l'autorité du Président. Le Secrétaire représente le Conseil en justice et dans les actes de la vie civile. Le Secrétaire du Conseil se maintient en étroite liaison avec les groupes d'études prévus à la section 2.

2. Le Conseil constitue les groupes d'études nécessaires à l'exécution des fonctions définies dans l'article III. Les membres des groupes d'études sont désignés parmi les personnalités dont la candidature est présentée ou agréée par l'Etat Membre dont ils sont ressortissants. Ceci, toutefois, n'empêche pas le Conseil de désigner des personnalités qui soient des ressortissants d'Etats non membres du Conseil.

Article VI

Ressources et Budget

1. Les ressources financières du Conseil sont constituées par:

1) les contributions qui ont été souscrites par ses Membres;

2) les dons qui pourront lui être attribués.

2. Le Conseil établit son budget sur la base et dans la limite des ressources financières qui lui sont acquises. Il pourra, si ces ressources viennent à être augmentées, décider de modifier en conséquence son budget.

3. Si, lors de la conclusion de ses travaux, ses ressources financières n'ont pas été entièrement dépensées ou engagées, le Conseil décidera de l'affectation à donner au solde inemployé.

Article VII

Personnalité juridique et facilités

Le Conseil jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique. Les Gouvernements de ses Membres lui accorderont, dans le cadre de leurs législations existantes, les facilités nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Article VIII

Durée

1. Le présent Accord est conclu pour une durée de dix-huit mois à courir à partir de son entrée en vigueur, étant entendu cependant qu'il cessera, en tout cas, d'avoir effet dès l'entrée en vigueur de la convention prévue à l'article III, section 2.

2. Au cas, cependant, où cette convention ne serait pas entrée en vigueur dans le délai prévu à la section précédente, les Membres du Conseil pourront décider de proroger l'effet du présent Accord pour une durée à déterminer par eux, et ce en vertu d'un avenant spécial qui comportera les dispositions nécessaires relatives aux ressources supplémentaires à octroyer au Conseil. La prorogation du présent Accord n'aura, dans ce cas, effet qu'entre les Etats qui seront parties à l'avenant.

Article IX

Dispositions finales

1. Les Etats habilités à devenir membres du Conseil devront adhérer au présent Accord en le signant sans réserve de ratification ou avec réserve de ratification suivie de ratification. L'Accord sera ouvert à la signature à Genève, le 15 février 1952, et, après cette date, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

2. Il entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé sans réserve de ratification, ou signé sous réserve de ratification et ratifié ultérieurement, par cinq des Etats visés à l'article II, section 1, § 1), et que le montant total des contributions en espèces que ces Etats se seront engagés à verser au Conseil se sera élevé à une somme équivalente à cent mille dollars des Etats-Unis.

3. Les Etats qui auraient signé le présent Accord sous réserve de ratification, y deviendront parties en déposant leur instrument de ratification auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

4. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture notifiera l'entrée en vigueur du présent Accord à tous les Etats ayant participé à la « Conférence Régionale pour l'organisation des études concernant la constitution d'un Laboratoire Européen de Recherches Nucléaires ».

5. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture le présentera à l'enregistrement au Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la charte des Nations Unies.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait en la Ville de Genève, ce quinze février mil neuf cent cinquante-deux, en un seul exemplaire, dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

L'exemplaire original sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux Etats ayant participé à la « Conférence Régionale pour l'organisation des études concernant la constitution d'un Laboratoire Européen de Recherches Nucléaires », de même qu'à tout autre Etat qui ultérieurement deviendra Membre du Conseil.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

MARTINO

Agreement constituting a Council of Representatives of European States for planning an international laboratory and organizing other forms of cooperation in Nuclear Research.

The European signatory States, Members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, having taken part in the « Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of the European Nuclear Research Laboratory » which met in December 1951 at the seat of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization,

Considering that, at its Fifth Session, the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization decided to promote and encourage the establishment and organization of regio-

nal research laboratories and centres in order to increase and make more fruitful collaboration of scientists in different countries in search of new knowledge in fields where the effort of any one country would be insufficient for the task;

In view of the preliminary studies undertaken by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization relating to the organization of nuclear research on a European regional basis;

Convinced that the advance of this scientific research requires close collaboration on both a material and an intellectual plane;

Desiring for this purpose to establish an international research laboratory to study phenomena involving high energy particles in order to increase the knowledge of such phenomena and thereby to contribute to progress and to the improvement of the living conditions of mankind;

Considering that the establishment of such a laboratory requires theoretical and technical investigation and the study of administrative, financial and legal problems involved;

Desiring to proceed with these studies immediately and also, on a provisional basis, to make use jointly, of the scientific equipment and facilities offered by certain of the signatory states;

Have agreed as follows:

Article I

Establishment of a Council of Representatives

A Council of Representatives of European States (hereinafter called « the Council »), is hereby constituted for planning an international laboratory and organizing other forms of co-operation in nuclear research. The seat of the Council shall be at Geneva.

Article II

Composition

1. The States which took part in the « Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of the European Nuclear Research Laboratory », which undertake to contribute in money or in kind to the Council and become parties to the present Agreement, shall be Members of the Council.

The governments of States which took part in the above-mentioned Conference, which have undertaken to contribute to the Council in money or in kind and which have signed the present Agreement subject to ratification, shall, pending the deposit of their instruments of ratification, be fully entitled to be represented on the Council and take part in all its work.

2. Any European State which has not taken part in the above mentioned Conference, which undertakes:

1) to co-operate in the work of the Council on a footing of the free reciprocal exchange of persons and scientific and technical information of Members in accordance with its programme of work, and

2) to make an adequate contribution to the Council in money or in kind, is eligible for membership of the Council. Applications are subject to the approval of the Council. States referred to in this section must moreover become parties to the present Agreement.

3. The obligations of States to contribute to the Council in money or in kind are set out in the Annex to this Agreement.

4. Each Member may appoint not more than two representatives to the Council. It shall have one vote.

5. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, or his representative, may attend meetings of the Council and take part in its discussions without the right to vote.

Article III

Functions of the Council

1. The function of the Council is to organize, on a regional European basis, collaboration in the study of phenomena involving high energy particles and thus to contribute to the progress of fundamental science.

For the purpose of such collaboration it shall:

1) make plans for the establishment of an international nuclear research laboratory and to this effect carry out:

(a) technical investigations relating to experimental equipment which should be furnished;

(b) a study of the administrative, financial, legal and technical problems involved in establishing such an institution;

(2) take measures appropriate for utilizing the equipment and facilities put at its disposal in accordance with the provisions of agreements determining its right to use such equipment and facilities, provided that the financial obligations arising out of such agreements shall not prejudice the achievement of the purposes of the Council set out in paragraph (1) of this section;

(3) undertake theoretical research in connectio with the work described in paragraphs (1) and (2) this section.

2. The Council shall make a report on the resul of its work and studies, and submit it to the governments of its Members. This report shall contain the draft of a convention for the establishment of an international laboratory and for the organization of other forms of co-operation for nuclear research.

3. The Council shall seek to collaborate with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and shall enter into negotiations with it for a special agreement determining the particulars of such collaboration.

Article IV

Method of Work

1. The first meeting of the Council shall be summoned by the Chairman of the « Conference for the organization of studies concerning the establishment of a Regional Nuclear Research Laboratory ».

2. The Council shall make its own Rules of Procedure, which shall, in particular, determine the method of appointing the Chairman, the frequency of ist ordinary sessions and the method of convoking extraordinary sessions.

3. The Council may appoint a Committee consisting of not more than five persons, chosen from among the representatives of the Members of the Council. The Committee shall, between meetings of the Council, exercise all powers specifically delegated to it by the Council.

4. The Council may, in exceptional cases, admit to its sessions, upon terms to be defined by it, representatives of scientific organizations which it desires to have associated with its work.

Article V
Secretary and Study Groups

1. The Council shall appoint a Secretary from candidates put forward by Members of the Council and shall commit to him the task of carrying out its decisions under the authority of the Chairman. The Secretary shall represent the Council for legal and civil purposes. The Secretary of the Council shall keep in close contact with the study groups, as provided for in section 2.

2. The Council shall appoint the study groups necessary to carry out the functions described in Article III. Members of the study groups shall be chosen from candidates presented or approved by the Member States of which they are nationals. This shall not, however, prevent the Council from appointing persons who are nationals of States not Members of the Council.

Article VI
Revenue and Budget

1. The revenue of the Council is made up as follows:
 (1) contributions subscribed by Members;
 (2) any donations which may be made to it.

2. The Council shall prepare its budget upon the basis and within the limits of the revenue received by it. It may, if its revenue is increased, make consequential amendments to the budget.

3. If, at the conclusion of its work, its revenue has not been completely disposed of or committed, the Council shall decide upon the disposal of the balance.

Article VII
Legal Personality and Facilities

The Council shall, on the territory of its Members, have legal personality. The governments of its Members shall, in accordance with the provisions of existing legislation, grant it whatever facilities may be necessary for the exercise of its functions.

Article VIII
Duration

1. This agreement is made for a period of eighteen months from the date of its coming into force, provided that it shall in any event terminate upon the date of the entry into force of the Convention referred to in Article III Section 2.

2. If such a Convention does not come into force within the period mentioned in the preceding section, Member States of the Council may decide to prolong the present Agreement for a period to be determined by them in accordance with a supplementary agreement which shall contain necessary provisions relating to additional revenue to be provided for the Council. The extension of this Agreement shall not in any case affect any State not party to the supplementary agreement.

Article IX
Final Provisions

1. States entitled to become members of the Council shall become parties to this Agreement by signature without reserve as to ratification or by signature subject to ratification, followed by ratification. The agreement shall be open for signature at Geneva on February 15, 1952 and, after that date, at the seat of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. It shall come into force when signed without reserve as to ratification, or signed subject to ratification and subsequently ratified by five of the States mentioned in Article II, Section 1, § 1 and when the financial contributions to the Council undertaken by such States reach a total equivalent to one hundred thousand United States dollars.

3. States which sign the present Agreement subject to ratification shall become parties thereto upon depositing their instruments of ratification with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

4. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall notify entry into force of the present Agreement to all States which have taken part in the « Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of an European Nuclear Research Laboratory ».

5. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall upon the entry into force of this Agreement, present it for registration to the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

In witness whereof the under-signed representatives, duly authorized to that effect, have signed the present Agreement.

Done in the city of Geneva this fifteenth day of February, One Thousand Nine Hundred and Fifty-two, in one copy in the French and English languages, both texts being equally authentic.

The original shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The Director-General of that Organization shall transmit a certified copy to the States which took part in the « Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of a European Nuclear Research Laboratory » and to all other States which subsequently become members of the Council.

Pour la République Fédérale d'Allemagne
For the Federal Republic of Germany
W. Heisenberg

Pour le Royaume du Danemark
For the Kingdom of Denmark
Jakob Nielsen
(sous réserve de ratification)

Pour la République Française
For the French Republic
F. Perrin - G. Dupouy - F. de Rose
(sous réserve de ratification)

Pour le Royaume de Grèce
For the Kingdom of Greece
D. Hondros
(sous réserve de ratification)

Pour la République d'Italie
For the Republic of Italy
A. Casati
(sous réserve de ratification)

Pour le Royaume des Pays-Bas
For the Kingdom of the Netherlands
J. H. BANNIER
Pour le Royaume de Suède
For the Kingdom of Sweden
MALTE JACOBSSON
(*subject to ratification*)
Pour la Confédération Suisse
For the Confederation of Switzerland
PAUL SCHERRER
(*sous réserve de ratification*)
Pour la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
For the Peoples' Republic Yugoslavia
PAVLE SAVIC - STEVAN DEDIJER

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE

Dispositions générales

1. Les Etats qui auront signé la présente Annexe s'engagent respectivement à apporter au Conseil de Représentants d'Etats Européens institué par l'Accord principal, les contributions en espèces ou en nature dont la liste est établie à la présente Annexe.
2. Une contribution en nature apportée par un Etat qui a participé à la « Conférence Régionale pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un Laboratoire Européen de Recherches Nucléaires », pourra faire l'objet d'un accord spécial entre le Conseil et l'Etat contribuant.
3. Le Conseil pourra déterminer les conditions dans lesquelles pourront être acceptées les contributions en espèces ou en nature d'Etats qui n'ont pas participé à la Conférence sus-mentionnée et qui posent leur candidature pour être admis comme membres au Conseil.
4. Des dispositions relatives aux contributions des Etats qui signeront après le 15 février 1952 pourront être ajoutées ultérieurement à la présente Annexe.
5. Cette Annexe entrera en vigueur en même temps que l'Accord principal.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE

General Provisions

1. The States signing this Annex undertake respectively to make the contributions, in money or in kind, listed in this Annex, to the Council of Representatives of European States constituted by the principal Agreement.
2. A contribution in kind made by a State which participated in the « Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of the European Nuclear Research Laboratory », may be made the subject of a special agreement to be concluded between the Council and the contributory State.
3. The conditions upon which contributions in money or in kind may be accepted from States which did not participate in the above-mentioned conference, and which apply for membership of the Council, may be determined by the Council.
4. Special provisions relating to the contributions of States signing after the 15 February 1952 may be added later to this Annex.
5. This Annex shall come into force at the same time as the principal Agreement.

Contributions

La République fédérale de l'Allemagne s'engage à fournir une contribution d'un montant de $ 35.000 (trentecinq mille dollars) qu'elle versera, en monnaie des Etats-Unis, au Conseil dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The German Federal Republic will contribute the sum of $ 35,000 (thirty-five thousand dollars) in United States currency, payable to the Council as soon as it is legally constituted.

Signature: W. HEISENBERG

Le Royaume de Danemark s'engage à mettre dans la mesure nécessaire, à la dispositions du Conseil, pour faciliter les travaux du groupe Européen d'étude, l'Institut de Physique Théorique de l'Université de Copenhague.

The Kingdom of Denmark undertakes to place the Institute of Theoretical Physics of the University of Copenhagen at the disposal of the Council to the extent necessary for assisting in the work of the European Study Group.

Signature: JAKOB NIELSEN

La République française s'engage à fournir une contribution de 25 Millions (vingt-cinq millions) de francs français, qu'elle versera au Conseil dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The French Republic will contribute the sum of 25,000,000 French francs (twenty-five millions French francs), payable to the Council as soon as it is legally constituted.

Signature: F. PERRIN - G. DUPOUY - F. DE ROSE

La République d'Italie s'engage a fournir une contribution de $ 25.000 (vingt-cinq mille dollars) qu'elle versera, en francs suisses, au Conseil dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The Republic of Italy will contribute the sum of $ 25,000 (twenty-five thousand dollars), payable in Swiss francs, to the Council as soon as it is legally constituted.

Signature: A. CASATI

Le Royaume des Pays-Bas s'engage à fournir une contribution d'un montant de $ 10.000 (dix mille dollars) qu'il versera en monnaie de pays européens au choix du Conseil, dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The Kingdom of the Netherlands will contribute the sum of $ 10,000 (ten thousand dollars), payable to the Council as soon as it is legally constituted, in any European currency desired by the Council.

Signature: J. H. BANNIER

Le Royaume de Suède s'engage à fournir une contribution d'un montant de 57.000 couronnes suédoises (cinquante-sept mille couronnes suédoises), qu'il versera au Conseil dès que celui-ci sera régulièrement contitué.

The Kingdom of Sweden will contribute the sum of 57,000 Swedish Crowns (fifty-seven thousand Swedish Crowns), payable to the Council as soon as it is legally constituted.

Signature: MALTE JACOBSSON

La République Populaire Fédérative de Yougoslavie s'engage à fournir une contribution d'un montant de $ 10.000 (dix mille dollars) qu'elle versera en monnaie des Etats-Unis au Conseil, dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The Peoples' Federal Republic of Yugoslavia will contribute the of $ 10,000 (ten thousand dollars) in United States currency, payable to the Council as soon as it is legally constituted.

Signature: PAVLE SAVIC - STEVAN DEDIJER

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Avenant prorogeant l'Accord portant création d'un Conseil de Représentants d'Etats Européens pour l'étude des plans d'un Laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire.

Les Etats parties au présent Avenant,

Etant Parties à l'Accord portant création d'un Conseil de Représentants d'Etats Européens pour l'étude des plans d'un Laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire (ci-dessous dénommé « Accord »), ouvert à la signature à Genève le 15 février 1952,

Désireux de proroger l'Accord et d'arrêter des dispositions financières pour la continuation des travaux dudit Conseil.

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

L'Accord est prorogé par le présent Avenant du 2 novembre 1953 au 1er novembre 1954. Sa validité prendra fin soit à cette dernière date, à moins qu'elle ne soit prolongée par un nouvel avenant conclu conformément à la section 2 de l'Article VIII de l'Accord, soit à la date de l'entrée en vigueur de la Convention prévue à la section 2 de l'Article III de l'Accord, si elle est antérieure.

Article II

1. Afin d'assurer la continuation des travaux du Conseil pendant la période allant de la date de la signature du présent Avenant au 31 janvier 1954, les Etats membres du Conseil verseront, en plus des sommes convenues à l'Annexe de l'Accord, celles qui sont consignées dans l'Annexe au présent Avenant.

2. Au cas où le Conseil poursuivrait son activité au-delà du 31 janvier 1954, il pourra de temps à autre recommander de nouvelles mesures financières pour lui permettre d'accomplir sa tâche avant l'entrée en vigueur de la Convention prévue à la section 2 de l'Article III de l'Accord.

Article III

Tout Etat signataire de l'Accord peut devenir partie au présent Avenant s'il a contribué financièrement aux travaux du Conseil de Représentants institué par l'Accord.

Article IV

Le présent Avenant entre en vigueur à la date de sa signature.

Article V

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture fera enregistrer le présent Avenant auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

Fait à Paris, ce trente juin 1953, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les Archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de ladite Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux Etats qui ont pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires.

ANNEXE

Les sommes prévues au paragraphe 1 de l'Article II sont fixées comme suit:

	Equivalents en francs suisse
Belgique	49.900
Danemark	25.300
France	243.500
République fédérale allemande	180.500
Italie	104.000
Pays-Bas	37.600
Norvège	18.300
Suède	50.900
Suisse	38.000
Yougoslavie	8.500
Total	756.500

Pour la République Fédérale de l'Allemagne
W. HEISENBERG

Pour le Royaume de Belgique
J. WILLEMS

Pour le Royaume de Danemark
H. M. HANSEN

Pour la République Française

Pour la République de l'Italie
ANTONIO PENNETTA
G. COLONNETI

Pour le Royaume dè Norvège

Pour le Royaume des Pays-Bas
J. H. BANNIER

Pour le Royaume de Suède
I. WALLER
T. GUSTAFSON

Pour la Confédération Suisse
P. SCHERRER
A. PICOT

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
STEVAN DEDIJER
PAVLE SAVIC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 9 marzo 1955, n. 286.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione fra l'Italia e la Francia relativa al servizio militare, firmata a Roma il 28 dicembre 1953.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia e la Francia relativa al servizio militare, firmata a Roma il 28 dicembre 1953.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Convention entre l'Italie et la France relative au service militaire

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française étant désireux de mettre fin, d'un commun accord, aux difficultés que rencontrent, du fait de leurs ressortissants respectifs qui possèdent également la nationalité de l'autre pays, les soussignés, après avoir échangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux ressortissants de chacun des deux pays qui possèdent concurremment par filiation ou en raison du lieu de leur naissance les nationalités française et italienne, et à ceux qui possèdent ces nationalités par application des lois en vigueur dans les deux pays, sans manifestation de volonté de leur part, exprimée dans les formes requises.

Art. 2

Les ressortissants de chacun des deux pays qui possèdent concurremment les nationalités française et italienne, doivent au moment où ils participent aux opérations de recensement de l'armée, et au plus tard avant la date d'appel sous les drapeaux de la fraction de classe à laquelle ils appartiennent en raison de leur âge, s'ils ont fait l'objet d'un recensement d'office, exprimer le désir de s'engager à satisfaire à leurs obligations militaires, soit dans l'armée française soit dans l'armée italienne. Ils souscrivent, à cet effet, une déclaration en double exemplaire dont le premier reste entre les mains de l'autorité qui l'a reçu et le second est adressé aux autorités compétentes de l'autre pays pour homologation ou pour attribution, selon que les intéressés désirent satisfaire à leurs obligations militaires dans les forces armées du pays qui a reçu la déclaration, ou, au contraire, dans celles de l'autre pays.

Art. 3

Les ressortissants italiens ou français, qui se trouvent dans les conditions établies aux articles précédents, seront considérés comme ayant satisfait aux obligations militaires qui leur sont imposées par les lois des deux pays s'ils ont satisfait à leurs obligations dans les forces armées italiennes ou françaises et s'ils en justifient par la production d'un certificat authentique délivré, sur leur demande, par les autorités italiennes ou françaises compétentes.

Art. 4

Les deux Gouvernements s'engagent, en outre, à se communiquer mutuellement le nom de ceux qui ne se seraient par conformés à la déclaration qu'ils auront souscrite. Il appartiendra alors aux autorités compétentes des deux pays de prendre toutes dispositions utiles pour astreindre les intéressés à remplir leurs obligations militaires, sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées contre eux pour insoumission.

Art. 5

Les jeunes gens, possédant la nationalité de chacun des deux pays, qui seront exemptés de service militaire pour inaptitude physique par l'un des deux pays, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires s'ils justifient de leur situation par la production d'un certificat authentique délivré, sur leur demande, par les autorités compétentes dudit pays. Les autres dispenses de service actif ne pourront être acceptées que dans la mesure où les mêmes dispositions existent à la fois dans la législation des deux pays.

Art. 6

Les jeunes gens, possédant la nationalité de chacun des deux pays, qui auront contracté un engagement volontaire, dûment accepté, dans les forces armées de l'un de ces deux pays pour une durée qui ne sera pas inférieure à celle du service militaire actif légal dans ce pays à l'époque de leur engagement seront également considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires.

Art. 7

Les jeunes gens, possédant la nationalité de chacun des deux pays, qui accompliront leur service dans les forces armées de l'un de ces deux pays, et bénéficieront d'une permission régulière pour se rendre dans l'autre, y seront considérés comme se trouvant en situation régulière sur production de leur titre d'absence.

Art. 8

Les dispositions de la présente Convention ne mettront pas obstacle à ce que les autorités compétentes de chacun des deux Etats, prescrivent, en cas de mobilisation, l'appel sous les drapeaux des personnes visées par la présente Convention et leur utilisation au titre des réserves, selon les modalités à intervenir prévues dans l'article 11.

Art. 9

Les dispositions de la présente Convention n'affecteront en rien la condition juridique des intéressés en matière de nationalité.

Les condamnations dont les personnes possédant à la fois la nationalité française et la nationalité italienne auraient pu être l'objet avant l'entrée en vigueur de la présente Convention ne pourront en aucun cas être affectées par la présente Convention.

Art. 10

Les situations antérieures à l'entrée en vigueur de la présente Convention seront réglées dans chaque cas par la voie diplomatique dans l'esprit du présent Accord.

Art. 11

Les modalités d'application de la présente Convention seront fixées par accord entre les Administrations des deux pays.

Art. 12

Toutes les difficultés qui pourraient naître de l'application du présent Accord seront réglées entre les deux Gouvernements par la voie diplomatique.

Art. 13

La présente Convention sera ratifiée; elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Rome aussitôt que possible.

Elle est conclue sans limitation de durée, chacune des parties pouvant la dénoncer à tout moment sur préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome le 28 décembre 1953

Pour le Gouvernement de la République Française
J. Fouques Duparc

Pour le Gouvernement de la République Italienne
Zoppi

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Martino

DECRETO MINISTERIALE 4 aprile 1955.

Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Bergamo.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 3 gennaio 1953 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Bergamo e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita nella provincia di Bergamo, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento, composta dai signori:

Presidente:

Miglia rag. Edvino: direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Mainardi Mario: funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Moro geom. Carlo: rappresentante del Genio civile;

Bruni avv. Eugenio: rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Pelizzoni dott. Romeo: rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Perico Paolo, Adelasio Giuseppe, De Borzatti Severino, Fatutti Waifro, Scaglia Ottorino, Zucchelli Dante e Lombardoni Pietro: rappresentanti dei lavoratori;

Leidi avv. Arrigo, Grazioli Clemente, Majanti Giuseppe e Stefanoni Bonaventura: rappresentanti dei datori di lavoro;

Rossi Attilio: rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 aprile 1955

Il Ministro: Vigorelli

(2005)

DECRETO MINISTERIALE 4 aprile 1955.

Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Pesaro.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 28 gennaio 1953 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Pesaro e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita nella provincia di Pesaro, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento, composta dai signori:

Presidente:

Gheri avv. Ottavio: direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Biagioli rag. Alfeo: funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Mazzucca geom. Gerardo: rappresentante del Genio civile;

Ruggeri dott. Trittolemo: rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Occhialini dott. Guido: rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Gabbani Nino, Angelini dott. Giuseppe, Del Bianco Elmo, Godi Otello, Tinti Alfio, Regini Bruno e Lugli dott. Oscar: rappresentanti dei lavoratori;

Gaudenzi avv. Carlo, Mazza Celeste, Pandolfi ragioniere Sandro e Sanchietti dott. Marco: rappresentanti dei datori di lavoro.

Giavoli rag. Gualtiero: rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 aprile 1955

Il Ministro: VIGORELLI

(2096)

DECRETO MINISTERIALE 4 aprile 1955.

Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Latina.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 21 luglio 1952 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Latina e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita nella provincia di Latina, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento, composta dai signori:

Presidente:

Setari dott. Vincenzo: direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Castellino Francesco: funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Marchesi ing. Corrado: rappresentante del Genio civile;

Pennacchia Lincoln: rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Cavallero dott. Silvio, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Bernardis Quinto, Savian Antonio, Rotili dottor Ilario, Berti Mario, Cipriani Antonio, Angelini Armando e Donatucci Mauro: rappresentanti dei lavoratori;

Guidugli Silvio, Campagnucci geom. Floriano, Mascia Giorgio e Valli dott. Antonio: rappresentanti dei datori di lavoro;

Rimini dott. Carlo: rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 aprile 1955

Il Ministro: VIGORELLI

(2002)

DECRETO MINISTERIALE 4 aprile 1955.

Sostituzione del commissario governativo della Società Cooperativa Albergo e Mensa Spettacolo e Turismo (C.A.M.S.T.), con sede in Bologna.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2543 del Codice civile;

Visto il decreto Ministeriale in data 13 dicembre 1954, con il quale è stato revocato il Consiglio di amministrazione della Società Cooperativa Albergo e Mensa Spettacolo Turismo (C.A.M.S.T.), con sede in Bologna, ed è stato nominato commissario governativo della Cooperativa stessa il prof. Francesco Dramis;

Considerato che il predetto prof. Francesco Dramis in data 4 aprile 1955 ha rassegnato le dimissioni dall'incarico di cui sopra;

Ritenuto che sussistono tuttora le condizioni per la continuazione della gestione commissariale dell'ente suddetto, non risultando ancora normalizzata la situazione dello stesso;

Ritenuta la necessità di nominare un commissario governativo per provvedere alla regolarizzazione della gestione della predetta Società cooperativa in sostituzione del prof. Francesco Dramis, dimissionario;

Decreta:

L'avv. Luigi Brianzi è nominato, per il periodo di quattro mesi dalla data del presente decreto, commissario governativo della Società Cooperativa Albergo e Mensa Spettacolo e Turismo (C.A.M.S.T.), con sede in Bologna, in sostituzione del prof. Francesco Dramis, con i poteri del disciolto Consiglio di amministrazione.

Il compenso dovuto al commissario sarà a carico del bilancio della Cooperativa e sarà determinato con provvedimento ministeriale al termine della gestione.

Roma, addì 4 aprile 1955

Il Ministro: VIGORELLI

(2095)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sulmona ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954

Con decreto interministeriale in data 12 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 6 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 1, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sulmona (L'Aquila) di un mutuo di L. 27.400.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(2100)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di fisica sperimentale presso la Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali della Università di Roma.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali della Università di Roma, è vacante la cattedra di « fisica sperimentale » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(2102)

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

La dottoressa Hana Saevici di Mosci, nata a Chilia-Nona (Romania) l'11 marzo 1901, ha dichiarato di aver smarrito il proprio diploma di laurea in medicina e chirurgia rilasciatole dalla Università di Pavia in data 14 dicembre 1925, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lei sostenuti nell'anno accademico 1924-1925.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Pavia.

(2103)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Sostituzione del commissario governativo del Consorzio agrario provinciale di Salerno e proroga della gestione straordinaria.

Con decreto Ministeriale addì 15 aprile 1955, a seguito delle dimissioni rassegnate dal commissario governativo del Consorzio agrario provinciale di Salerno, geom. Alberto Pacetti, è stata disposta, con decorrenza dalla data del decreto stesso, la nomina del rag. Paolo Guerrini a commissario governativo dell'Ente medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli organi amministrativi e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste ogni eventuale atto di disposizione.

Col decreto medesimo viene altresì disposta la proroga, fino al 30 giugno 1956, della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Salerno, e vengono attribuiti al commissario governativo i poteri dell'assemblea dei soci per quanto concerne l'approvazione del bilancio 1954, con carico di provvedere nel termine predetto e nei modi di legge alla convocazione dell'assemblea per gli adempimenti previsti dall'art. 2364 del Codice civile.

(2089)

Determinazione dell'indennità dovuta per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

AVVISO

Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria.

Con decreto del Presidente della Repubblica 24 dicembre 1954 registrato alla Corte dei conti in data 8 aprile 1955 (registro n. 7, foglio n. 3 Agricoltura), è stata determinata in L. 822.420 (lire ottocentoventiduemilaquattrocentoventi) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Lavello (provincia di Potenza) della superficie di ettari 9.55.82, espropriati nei confronti della ditta SUSANNA Ottavio fu Domenico e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale 29 novembre 1952, n. 2575, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 6 del 9 gennaio 1953 (supplemento ordinario).

La predetta indennità verrà corrisposta in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L. 820.000 (lire ottocentoventimila) arrotondato ai sensi dello art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli sede di Bari e saranno svincolati dal Tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

(2096)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Decadenza del diritto esclusivo di pesca della tonnarella « Vaccarella » (Messina)

Con decreto del Ministro per la marina mercantile in data 5 marzo 1955, registrato alla Corte dei conti il 2 aprile 1955, registro n. 26 Marina mercantile, foglio n. 172, è stato dichiarato decaduto per non uso ultraquinquennale ai sensi dell'art. 24 del testo unico delle leggi sulla pesca, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1604, il diritto esclusivo di pesca relativo al calo della tonnarella « Vaccarella » riconosciuto con decreto del capitano di porto di Messina del 12 aprile 1913 al sig. Diego Cumbo Borgia.

Il comandante della Capitaneria di porto di Messina è stato incaricato dell'esecuzione del predetto decreto.

(2101)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 93

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 23 aprile 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632):

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,88
1 dollaro canadese	»	632,25
1 franco svizzero	»	145,77

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit.	1749,66

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,498	per franco belga
Danimarca	»	90,473	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,78546	» franco francese
Germania	»	148,788	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,487	» corona norvegese
Olanda	»	164,45	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,797	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,908	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 20.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Rend. 5% (1935)	112742	1.000 —	Omodeo Salè Marino Costanzo Angelo fu *Angelo*, minore sotto la patria potestà della madre Rusconi Carla vedova Omodeo rimaritata Dolci e sotto la curatela di Griziotti Brunetto fu Antonio, dom. a Milano.	Omodeo Salè Marino Costanzo Angelo fu *Marino*, minore, ecc., come contro.
P. Ric. 5% (Serie 75ª)	1803	10.000 —	Mazzocchi Sofia fu Giuseppe moglie di Esposito Francesco dom. a Napoli, con usufrutto vitalizio a favore di *De* Martino Maria fu Antonio vedova Mazzocchi, dom. a Napoli.	Come contro, con usufrutto vitalizio a favore di *Di* Martino Maria fu Antonio vedova Mazzocchi, dom. a Napoli.
Id.	1804	10.000 —	Mazzocchi Maria fu Giuseppe, nubile, dom. a Napoli, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	1805	10.000 —	Mazzocchi Vincenza fu Giuseppe, moglie di Focler Agostino, dom. a Napoli, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	1806	10.000 —	Mazzocchi Carmela fu Giuseppe, moglie di D'Ambrosio Saverio, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	1807	10.000 —	Mazzocchi Francesco fu Giuseppe, dom. a Napoli, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	1802	10.000 —	Mazzocchi Giovanni fu Giuseppe, dom. a Napoli, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Cons. 3,50% (1906)	715342	10,50	Pelissero *Elena* fu Giovanni, moglie di Bauleron Feliciano, dom. a Meana di Susa (Torino).	Pelissero *Catterina Elena* fu Giovanni, ecc., come contro.
Id.	815230	248,50	Pelissero *Elena* fu Giovanni, nubile, dom. a Meana di Susa.	Pelissero *Catterina Elena* fu Giovanni, nubile, ecc., come contro.
P. R. 3,50% (1934)	388099	70 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	289895	245 —	*Zangrillo Erminia Maria* fu Martino, dom. a Formia, con usufrutto vitalizio a favore di *Pampona* Serafina di Antonio vedova di *Zangrillo* Martino, dom. a Roma.	*Zangrilli Erminia* fu Martino, dom. a Formia, con usufrutto vitalizio a favore di *Pampena* Serafina di Antonio vedova di *Zangrilli* Martino, dom. a Roma.
B. T. N. 5% (1949) Serie *A*	5272	Cap. nom. 2.500 —	Zangrilli *Erminia Maria* di Martino moglie di *Zicarelli* Luigi, con usufrutto vitalizio a favore di Zangrilli Martino fu Arcangelo.	Zangrilli *Erminia* di Martino moglie di *Zegarelli* Luigi, ecc., come contro.
Id.	5273	5.000 —	Come sopra	Come sopra
Id.	5274	7.500 —	Come sopra, con usufrutto a favore di *Pompena* Serafina fu Antonio moglie di Zangrilli Martino.	Come sopra, con usufrutto a favore di *Pampena* Serafina fu Antonio moglie di Zangrilli Martino.
B. T. N. 5% (1962)	368	500.000 —	Laudati Albina fu Federico, moglie di Rosato *Giovanni* fu Salvatore, dom. in Acerra. Dotale.	Laudati Albina fu Federico, moglie di Rosato *Giovanbattista* fu Salvatore, dom. in Acerra. Dotale.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 7 aprile 1955

Il direttore generale: DI CRISTINA

(1934)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Grosseto al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Grosseto in data 18 maggio 1954, n. 8064, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1953;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Grosseto al 30 novembre 1953 è costituita come appresso:

Presidente:
Giardina dott. Gino, vice prefetto.

Componenti:
Fiori dott. Giuseppe, veterinario provinciale;
Paltrinieri prof. Sebastiano, docente in clinica medica veterinaria;
Romboli prof. Bruno, docente in patologia generale ed anatomia patologica veterinaria;
Gremigni dott. Silvio, veterinario condotto.

Segretario:
Lenzetti dott. Enzo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Grosseto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 16 aprile 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2074)

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nelle provincie di Alessandria, Como, Treviso e Varese.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 28 giugno 1954, n. 340.3/9283, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nelle provincie di Alessandria, Como, Treviso e Varese;

Riconosciuta la necessità di procedere alla sostituzione del medico provinciale dott. Attilio Lo Presti, a seguito della sua destinazione ad altro ufficio, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del dott. Attilio Lo Presti è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nelle provincie di Alessandria, Como, Treviso e Varese al 30 novembre 1952, il medico provinciale dott. Felice Graziano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 5 aprile 1955

p. *L'Alto Commissario*: DE MARIA

(1977)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Avviso di rettifica

Nella circolare in data 25 marzo 1955, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 80 del 7 aprile 1955, riguardante la disponibilità di sei posti di applicato nel ruolo del personale d'ordine dell'Avvocatura Generale dello Stato, il secondo comma deve intendersi rettificato come segue:

« I sottufficiali che intendono concorrere ai suindicati posti dovranno presentare al Corpo di appartenenza, non oltre il 15 maggio 1955, apposita domanda su carta da bollo da L. 200 (duecento) nella quale dovrà essere contenuta la dichiarazione di accettazione di qualsiasi residenza ».

(2099)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.